



L'honorable François-Philippe Champagne
Ministre des Affaires étrangères
Affaires mondiales Canada

Le 6 octobre 2020

Monsieur le Ministre,

Je vous écris pour vous faire part de mes vives inquiétudes concernant la situation actuelle en Palestine. La population, déjà vulnérable en raison de la crise humanitaire dont vous connaissez l'ampleur, se trouve aujourd'hui confrontée à une situation économique et politique intenable. La pandémie de COVID 19 a infecté des milliers de personnes et remplit des hôpitaux aux ressources limitées. La situation est grave.

La crise humanitaire en Palestine était terrible avant même la COVID-19 et s'est considérablement aggravée maintenant que la pandémie se propage rapidement dans toute la région. Chaque jour, le nombre de cas augmente de façon spectaculaire, atteignant un record de 1 118 nouveaux cas le 15 septembre. Dans la bande de Gaza, qui compte près de deux millions d'habitants, seulement 87 lits de l'unité de soins intensifs sont équipés de respirateurs artificiels. C'est non seulement insuffisant mais c'est aussi une catastrophe. Ajoutez à cela une pénurie d'eau et de nourriture, un accès insuffisant à l'électricité et une surpopulation du territoire : c'est une crise humanitaire sans précédent, même pour cette région durement touchée par des injustices et violences historiques. Le Canada doit prendre des mesures pour aider à soulager la souffrance du peuple palestinien.

Sans compter que l'accès aux hôpitaux par la population est rendu difficile en raison des trop répandus points de contrôle et du mur érigé autour de Jérusalem-Est. Comme nous vous le faisons remarquer, la crise humanitaire n'a jamais cessé d'exister en Palestine : opportunités économiques inexistantes (taux de chômage parmi les plus élevés sur la planète), insalubrité, manque de ressources matérielles, crise alimentaire (accès limité aux terres agricoles), arrestations sommaires (des centaines d'enfants arrêtés par année) et violences policières récurrentes. En tant que ministre des Affaires étrangères, j'ose espérer que vous ressentez l'urgence de la situation et l'occasion qui s'offre à votre gouvernement de démontrer du leadership dans la résolution du conflit israélo-palestinien.

Dans un second temps, nous aimerions vous informer de la situation financière critique de l'Autorité palestinienne (AP). En vertu de l'accord économique de Paris, Israël est responsable de la collecte et du transfert des taxes d'importation au nom de l'AP. Cependant, depuis mai, Israël a retenu toutes les recettes fiscales de l'AP pour faire pression sur elle afin qu'elle reprenne la coordination de la sécurité avec Israël, malgré le plan d'annexion du territoire occupé par Israël. Les informations obtenues de la représentante palestinienne au Canada, ces recettes fiscales représentent 65 % du budget de l'AP.

Sans cet argent, impossible de payer les salaires des fonctionnaires, y compris ceux des travailleurs de la santé et qui combattent la COVID-19 au front. On dénombre d'ailleurs une multiplication drastique des cas d'infection, tant dans la bande de Gaza qu'en Cisjordanie. Bref, les Palestiniens sont dépourvus de ressources pour répondre à la crise et sont laissés à eux-mêmes par la communauté internationale. Nous soutenons donc la demande de l'AP d'obtenir un soutien financier du gouvernement canadien pour aider à payer les salaires des travailleurs médicaux dans le cadre de l'effort international du Canada pour soutenir les pays pauvres dans la lutte contre COVID-19. L'aide financière pourrait être fournie par le biais du Fonds fiduciaire de la Banque mondiale ou du mécanisme PEGASE de l'Union européenne, ce qui a été fait par d'autres pays comme le Japon.

Nous demandons également au Canada d'augmenter de manière significative sa contribution annuelle à l'UNRWA pour soutenir la Palestine.

Lors de la dernière assemblée générale des Nations Unies, votre gouvernement a voté en faveur de la résolution 74/139, qui reconnaît le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. C'était un vote dans la bonne direction. Nous vous demandons maintenant que les actions suivent. Si le Canada veut redorer son blason à l'international et être un joueur diplomatique incontournable aux Nations Unies – comme il le devrait – votre gouvernement devra prendre des orientations claires sur la situation au Moyen-Orient.

Pour terminer, permettez-moi de vous proposer quelques solutions concrètes pour soutenir le peuple palestinien dès maintenant. Nous appelons votre ministère à prendre des mesures pour contribuer à régler cette crise humanitaire, politique, sanitaire et sociale. Il est temps de mettre de côté les vieux débats et d'enfin aider concrètement la vie des Palestiniennes et Palestiniens.

J'ai la profonde conviction que vous saurez reconnaître l'urgence de la situation.
J'attendrai donc votre réponse avec impatience.

En vous remerciant de votre considération, je vous prie, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Jack Harris', with a large circular flourish at the beginning.

Jack Harris, c.r., député
St. John's-Est
Porte-parole du NPD, affaires étrangères

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alexandre Boulerice', with a long horizontal flourish extending to the right.

Alexandre Boulerice, député
Rosemont—La Petite-Patrie